



HAL
open science

L'Arménie sort-elle du postsoviétisme avec la “ révolution de velours ” ?

Gaïdz Minassian

► **To cite this version:**

Gaïdz Minassian. L'Arménie sort-elle du postsoviétisme avec la “ révolution de velours ” ?. Les Études du CERI, 2019, 241-242, pp.12 - 17. 10.25647/etudesduceri.241-242.02 . hal-03578898

HAL Id: hal-03578898

<https://sciencespo.hal.science/hal-03578898>

Submitted on 17 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0
International License

L'Arménie sort-elle du postsoviétisme avec la « révolution de velours » ? *par Gaïdz Minassian*

Depuis avril 2018, une révolution secoue l'Arménie. Sans effusion de sang ni vandalisme, ce processus de changement de régime, baptisé par les manifestants « révolution de velours », entend se distinguer des autres phénomènes révolutionnaires qui ont bouleversé l'ancien espace soviétique, plus connus sous le nom de « révolutions de couleur ». En quoi est-il différent des exemples géorgien (2003) et ukrainiens (2004 et 2014) ? A l'inverse, peut-on, à partir du seul cas arménien, parler d'un nouveau paradigme de révolution à l'Est, considérant que celui-ci n'a, pour l'instant, ni sombré dans la violence, ni basculé dans une dynamique antirusse ou pro-occidentale ?

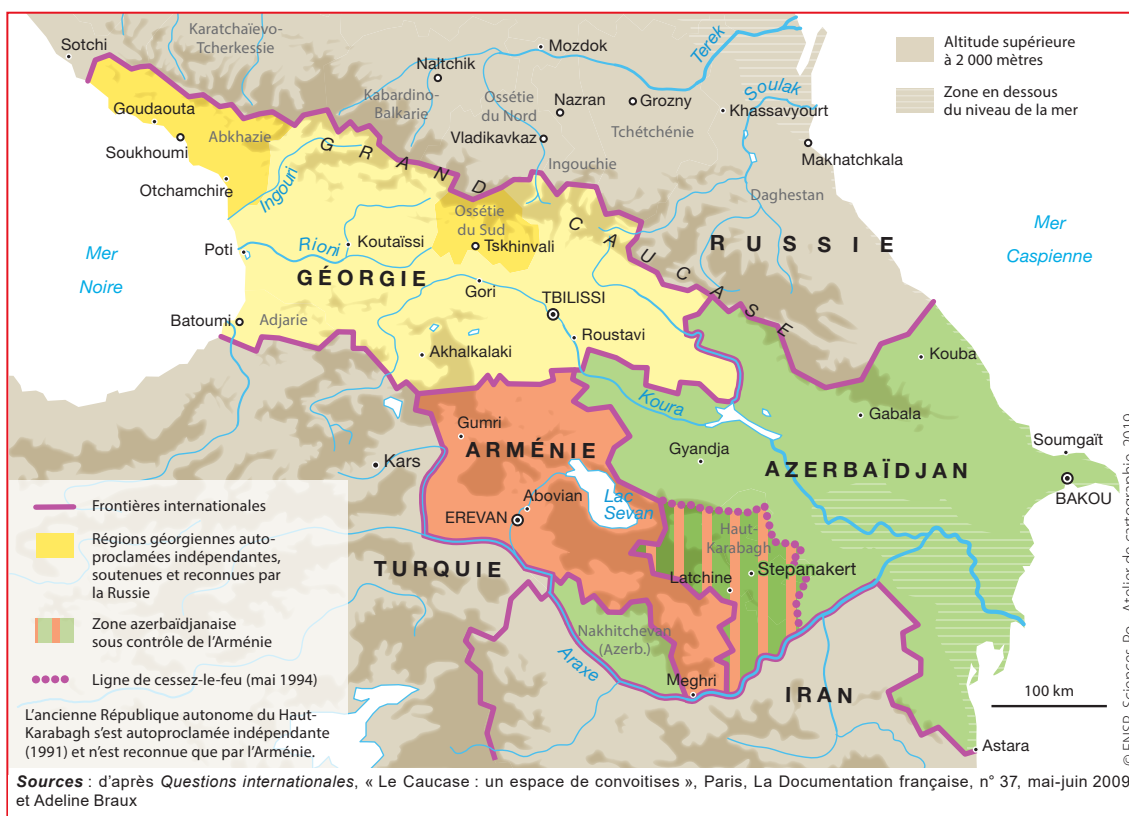
Une nouvelle « révolution de couleur » ?

Ces dynamiques de changement en Arménie ont la même origine que les autres révolutions à l'Est : la volonté de sortir du postsoviétisme. Cette transition constitue une séquence de leur histoire à mi-chemin entre un discours conservateur et libéral en rupture avec le communisme, et des actes fidèles aux anciennes pratiques soviétiques. Dans les faits, le postsoviétisme se traduit par un régime postpatrimonial – où le lien personnel passe avant le lien institutionnel – et autoritaire, une allégeance à la Russie, une corruption endémique¹, de fortes inégalités sociales (34 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté en Arménie), un système oligarchique qui jette sur le bas-côté une majorité de laissés-pour-compte condamnés au silence ou à l'émigration (en 2017 la population, qui s'élevait 3,3 millions en 1991, est passée sous le seuil des 3 millions).

Comme les modèles géorgien et ukrainiens, la révolution arménienne est portée par un leader de l'opposition, le député Nikol Pachinian, fort du soutien d'une jeunesse descendue dans les rues crier son exaspération, défendre sa dignité, son droit à un avenir meilleur et son amour de la patrie contre un régime oppresseur et gangrené par les activités mafieuses. Comme ses cousines postcommunistes, cette « révolution de velours » témoigne d'une rupture du contrat social entre le pouvoir et la rue – pour peu qu'il en ait existé un dans ces Républiques indépendantes depuis la chute de l'URSS –, et d'un décalage entre un pouvoir centralisé coupé de sa périphérie et une société civile en voie d'autonomisation et prête à prendre ses responsabilités. Exprimer le désir de vivre dans un Etat de droit, désenclaver les mentalités et s'ouvrir sur le monde, telle est l'ambition d'une nouvelle génération d'Arméniens, qui rejette le jeu des partis installés et rongés par les connivences et autres arrangements entre leaders. Pour l'ensemble de ces raisons, la révolution arménienne emboîte le pas aux « révolutions de couleur », à tel point que certains leaders géorgiens et ukrainiens se sont empressés d'exprimer leur solidarité avec la rue arménienne, au motif qu'il fallait en finir

¹ L'opérateur Orange a quitté en 2015 le marché arménien pour éviter tout risque de corruption.

**Carte 2
Etats et territoires du Caucase**



avec la transition postsoviétique fondée sur la centralité de Moscou et l'appartenance à une communauté de destin avec la Russie.

Ces convergences structurelles sont fondées, mais elles ne suffisent pas à faire le lien entre la révolution arménienne et ses aînées géorgienne et ukrainiennes. Il existe en effet quelques caractéristiques propres à Erevan – enclavement, mémoire du génocide, russophilie et prisme sécuritaire – qui singularisent tout mouvement sociopolitique d'envergure. En effet, si en Géorgie et en Ukraine l'obsession sécuritaire façonne aussi les mentalités, elle reste moins existentielle qu'en Arménie, frappée par un blocus turco-azerbaïdjanais. Si à Tbilissi et à Kiev la montée du sentiment de contestation jusqu'au renversement des régimes prorusses était prévisible, à Erevan rien ne semblait indiquer deux mois avant sa chute en avril 2018 que le régime de Serge Sarkissian vivait ses dernières semaines. C'était sans compter avec la stratégie des acteurs du changement, dont la priorité a justement consisté à distinguer leur révolution de la galaxie des mouvements de contestation postsoviétique. Ils ont tout fait pour éviter l'escalade de violence et la répétition des affrontements du 1^{er} mars 2008, qui avaient fait dix morts lors de l'élection controversée de Serge Sarkissian², le risque

² Affrontements entre les sympathisants – dont le jeune Nikol Pachinian – du candidat de l'opposition, l'ancien chef d'Etat Levon Ter Petrossian, et les forces de police sous les ordres du président sortant Robert Kotcharian et du Premier ministre sortant, Serge Sarkissian.

de guerre civile, et les tensions avec la Russie. Dans cette optique de désescalade et de « dégéopolitisation » du mouvement, les instigateurs de la révolution n'ont pas assorti les mots d'ordre de la contestation à un agenda stratégique pro-occidental ou antirusse. Car il s'agissait avant tout de restaurer la dignité d'un peuple bafoué par l'histoire et humilié par le pouvoir central.

Des raisons profondes et immédiates expliquent cette contestation. Les premières sont de deux ordres. D'une part, le déclenchement en 2014-2015 de mouvements sociaux³ s'exprimant contre la politique économique du gouvernement a fait comprendre aux instigateurs de la révolution que la rue pouvait obtenir des résultats de la part du pouvoir sans recourir à la violence. L'usage de méthodes pacifiques a également permis de mobiliser plus facilement les différentes couches de la société au nom de la défense des droits des citoyens. D'autre part, le mécontentement social qui s'est manifesté après la « guerre des quatre jours » contre l'Azerbaïdjan en avril 2016⁴ – sans vainqueur ni vaincu – a conforté les Arméniens dans l'idée que la politique du président Sarkissian portait atteinte à leur sécurité physique. Son temps était donc compté, restait à saisir l'opportunité.

La volonté du président sortant de se maintenir au pouvoir en a offert une : elle a déclenché la révolution. A la faveur d'une réforme constitutionnelle adoptée par référendum en 2015, qui faisait passer la république d'Arménie d'un régime semi-présidentiel à un régime parlementaire, Serge Sarkissian s'est fait élire Premier ministre par le Parlement en avril 2018. Mais à peine élu, il a aussitôt été l'objet d'une vaste contestation incarnée par un petit groupe de jeunes citoyens bloquant les rues de la capitale en scandant les slogans « *Doukhov* » (« Avec audace »), « *Serj Hératsir!* » (« Serge dégage! »), « *Menk enk dère mer yergrin* » (« Nous sommes les maîtres chez nous »). A la veille du 24 avril, date anniversaire des commémorations du génocide, il démissionnait. Le 8 mai, Nikol Pachinian a obtenu les voix nécessaires au Parlement pour lui succéder à la tête du gouvernement. Si Serge Sarkissian avait décidé de se retirer au terme de ses deux mandats (2008-2018), il est fort possible que la révolution n'aurait pas eu lieu. Nikol Pachinian a bénéficié d'un facteur chance. Il a su saisir l'opportunité d'un marchandage à la tête du régime, faire preuve d'intuition pour renverser l'ordre établi, et incarner une alternative à la maison Sarkissian. Mais son sens politique n'explique pas tout. Si la révolution s'est déroulée dans le calme, c'est qu'aucun acteur en Arménie n'a envisagé un recours à la force pour s'imposer. Toutes les parties étaient encore sous le choc des incidents du 1^{er} mars 2008 et Serge Sarkissian n'entendait nullement quitter ses fonctions comme il les avait abordées dix ans auparavant, dans un bain de sang. Sa lettre de démission ne manquait ni de modestie, ni de courage puisqu'il reconnaissait « qu'il avait tort et que Nikol avait raison ».

³ « Je suis contre », mouvement hostile au projet de loi sur les retraites par capitalisation en 2014 ; « Electric Evran » ou « Non au pillage » contre les 17 % de hausse du prix de l'électricité en 2015.

⁴ Arméniens et Azerbaïdjanais s'opposent à propos du Haut-Karabagh, une province majoritairement arménienne rattachée par Staline à Bakou en 1921. Entre 1990 et 1994, une guerre les a opposés se soldant par une victoire militaire arménienne et près de 40 000 morts et un million de déplacés et réfugiés. L'OSCE a pris en charge la résolution de ce conflit par l'intermédiaire du groupe de Minsk coprésidé par la France, la Russie et les Etats-Unis. A ce jour, le processus de paix est dans une impasse.

Sociologie des acteurs et changement générationnel

Contrairement aux exemples ukrainien et géorgien de 2003-2004, la crise arménienne n'a pas éclaté à la faveur d'une élection au suffrage universel. Elle s'inscrit en outre sur le temps long alors que les deux autres cas se sont dénoués très rapidement et dans une grande confusion, jusqu'à basculer ici ou là dans la violence. Le leader du mouvement Nikol Pachinian n'a jamais été ministre du régime sortant, contrairement à Mikheil Saakachvili ou Petro Porochenko. Journaliste de formation, il n'a aucune expérience du monde des affaires, alors que le Géorgien est un ancien avocat et l'Ukrainien, un entrepreneur fortuné.

Sociologiquement, les grands acteurs de la révolution arménienne forment trois groupes. Le premier est celui qui s'est constitué autour de Nikol Pachinian, parti à pied de Gumri, deuxième ville du pays, vers Erevan dans un souci de prioriser les provinces au détriment de la capitale. Il se compose des députés de son parti Contrat civique membre de l'alliance Alternative (Yelk) à l'Assemblée nationale. Le deuxième groupe se compose de jeunes formés dans les universités occidentales, dont les activités sont en partie subventionnées par des ONG occidentales elles aussi, comme l'Open Society Foundation de Georges Soros, le National Democratic Institute for International Affairs (NDI), la National Endowment for Democracy, ou encore l'association Transparency International, qui finance plusieurs médias dont *Haygagan Jamanag*, l'ancien quotidien de Nikol Pachinian où travaille encore son épouse Anna Hakobyan. Le troisième groupe, le plus nationaliste, est formé d'anciens combattants de la guerre du Haut-Karabagh qui défendent une position ferme dans les négociations de paix. Pour l'heure, Nikol Pachinian garde la main sur le rythme du mouvement. Les élections législatives anticipées du 9 décembre 2018 l'ont conforté dans son statut d'homme fort du pays : 70 % des suffrages se sont portés sur sa formation. Pour la première fois depuis vingt ans, l'exécutif n'est pas entre les mains d'un leader originaire du Haut-Karabagh. Nikol Pachinian a rompu avec les méthodes opaques de ses prédécesseurs : il joue la transparence dès qu'il le peut, diffuse le maximum d'informations sur les réseaux sociaux et va même au-delà lorsqu'il endosse les habits du procureur durant ses meetings et s'attaque nommément aux représentants de l'ancien régime sans tenir compte de la présomption d'innocence.

La société civile est le témoin d'un changement générationnel à la tête du pays : il y a là une autre révolution que trois dates symbolisent. En 1965, de jeunes activistes soviétiques étaient descendus dans les rues d'Erevan lors des commémorations du cinquantième du génocide des Arméniens. En 1988, ce sont eux qui avaient pris la tête du Comité Karabagh en pleine perestroïka. Trois décennies plus tard, les leaders de la révolution, qui ont entre 27 et 42 ans, n'ont pas une longue expérience du communisme : ils sont la génération de l'indépendance ; la révolution est le reflet d'une confrontation entre les défenseurs de l'Etat (Pachinian) et ceux du régime (Sarkissian). La dynamique révolutionnaire a cela de positif, en termes de démocratisation, qu'elle a fait comprendre aux manifestants que l'Etat et le régime étaient deux concepts différents. Par son histoire – absence de tradition de souveraineté – et son expérience contemporaine du pouvoir – totalitarisme –, le peuple arménien a trop souvent conçu le régime comme l'incarnation de l'Etat. Or le fait de commencer les meetings par l'expression « Fiers citoyens de la république d'Arménie », d'appeler à des rassemblements

pacifiques et d'autoriser chacun à prendre la parole, participe de la volonté de la révolution de scinder Etat et régime, de décroisonner le pouvoir, d'autonomiser la société civile et de donner au peuple la responsabilité d'incarner l'Etat.

« Nous ne sommes ni pro, ni antirusse, américain, européen, iranien »

La « révolution de velours » soulève aussi la question du rapport que les Arméniens entretiennent avec le concept de souveraineté. Deux processus ont toujours cohabité dans leur histoire, l'un étant le prolongement de ce qui se passe en Russie, l'autre tenant à son autonomie. Le socle du débat qui secoue aujourd'hui les rues d'Erevan se trouve dans cette double dynamique. D'un côté, les russophiles, ceux qui pensent qu'au nom d'une tradition stratégique, les Arméniens doivent être fidèles à la Russie, la réunification des territoires l'emportant sur l'indépendance. De l'autre, les indépendantistes, ceux qui jugent qu'au nom d'une tradition historique, les Arméniens doivent s'autonomiser de tout processus étranger et lutter contre la domination, l'indépendance étant la mère des priorités. La politique du gouvernement n'est « ni pro, ni antirusse, américain, européen, iranien. L'Arménie est un Etat souverain »⁵. Nikol Pachinian rompt ainsi avec les trois présidences précédentes qui optaient pour la première option. Dans l'option « russophile », l'approche est fonctionnaliste et instrumentale, l'Arménie est perçue comme un objet de son histoire : ce qui est bon pour la Russie est bon pour l'Arménie. Dans l'option « indépendantiste », l'approche est structuraliste et fondamentale, l'Arménie est considérée comme le sujet de son histoire. Pour l'heure, Nikol Pachinian a déclaré à maintes reprises que la République entendait respecter l'ensemble de ses engagements diplomatiques et renforcer son alliance avec la Russie dans le but de rééquilibrer les relations bilatérales en tenant compte du fait que Moscou a autant besoin d'Erevan dans la région qu'inversement. Pour autant, l'Arménie ne s'interdit pas de jouer davantage la carte du multilatéralisme, notamment depuis les retombées positives de l'organisation du sommet de la francophonie à Erevan, début octobre 2018. Membre de l'Union économique eurasiennne et signataire d'un accord de partenariat complet et renforcé avec l'Union européenne, l'Arménie entend servir de pont entre les deux marchés et se désenclaver sur le plan économique. Sans oublier la volonté de renforcer les relations avec les Etats-Unis que Nikol Pachinian a rappelée à John Bolton, conseiller à la Sécurité nationale du président Trump, lors de sa tournée dans le Caucase du Sud à la fin du mois d'octobre 2018.

*

* *

⁵ « Nikol Pachinian : "Il n'y a plus de passe-droits et de privilèges en Arménie" », entretien avec Gaidz Minassian et Marc Semo, *Le Monde*, 15 septembre 2018.

L'Arménie est-elle sortie du postsoviétisme? De premiers signes le suggèrent, mais le processus ne sera irréversible que si la « nouvelle Arménie » s'avère capable de relever plusieurs défis. Elle devra notamment rester fidèle aux messages de la « révolution de velours » sur le respect de l'Etat de droit, et montrer qu'elle est en mesure d'aborder le chapitre de la paix avec son voisin azerbaïdjanais. Or c'est pour le moment loin d'être le cas : lors d'une visite dans le Haut-Karabagh, en novembre 2018, Nikol Pachinian a déclaré qu'il fallait « se préparer à toute éventualité »⁶.

⁶ *Panarmenian net*, 5 novembre 2018, Panarmenian.net

Pour citer ce chapitre : Gaïdz Minassian, « L'Arménie sort-elle du postsoviétisme avec la "révolution de velours" ? », in A. de Tinguay (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 241-242, février 2019 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].